

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2017

Table des matières

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation du rapport
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs
 - Changements importants quant aux autorisations
 - Changements importants quant aux dépenses
- Risques et incertitudes
- Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes
- Approbation des cadres supérieurs
- Annexes A et B

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction tel que l'exige l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques, et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables, GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses et les rapports financiers trimestriels précédents. Pour en apprendre davantage sur BCP, veuillez visiter le site Web du BCP à l'adresse <http://www.bcp.gc.ca>.

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen, mais a été partagé avec le Comité ministériel de vérification du BCP et il tient compte des observations fournies par les membres du Comité.

Mandat

Le BCP soutient l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégique et législatif du gouvernement du Canada, coordonne la prise de mesures en réaction aux problèmes auxquels doivent faire face le gouvernement et le pays, et contribue au bon fonctionnement du Cabinet. Le BCP est dirigé par le greffier du Conseil privé, qui est également secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique.

Le BCP a pour mandat de servir le Canada et la population canadienne en conseillant et en appuyant le Premier ministre, les ministres du portefeuille et le Cabinet.

Le BCP exerce trois grands rôles:

1. Conseiller de manière professionnelle et non partisane le Premier ministre, les ministres du portefeuille, le Cabinet ainsi que ses comités sur les questions d'envergure nationale et internationale.
2. Assurer le bon fonctionnement du processus décisionnel du Cabinet et faciliter la mise en œuvre du programme du gouvernement.
3. Encourager un rendement élevé et la responsabilisation au sein de la fonction publique.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2017

Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du BCP accordées par le Parlement et utilisées par le ministère, de manière cohérente avec le *Budget principal des dépenses* pour l'exercice 2017-2018, le *Budget supplémentaire des dépenses (A)*, le *Budget supplémentaire des dépenses (B)* ainsi que les *crédits centraux du Conseil du Trésor* pour le même exercice. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier (sur une base de comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

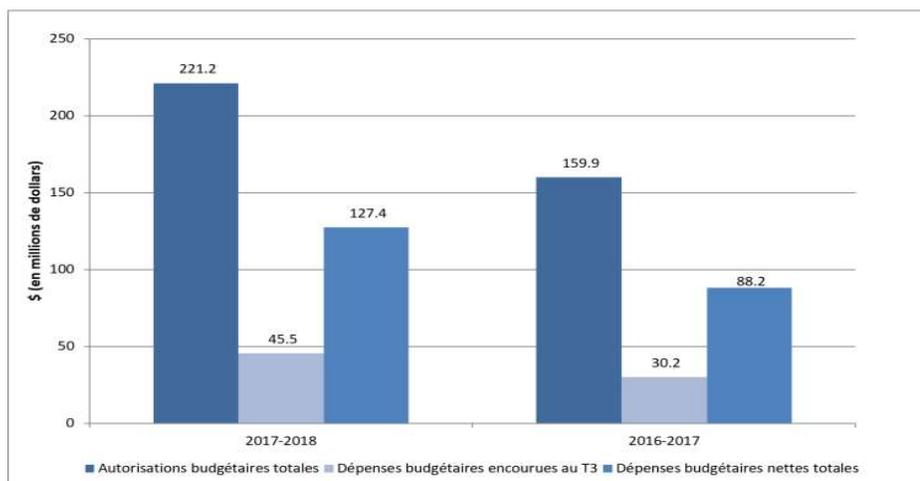
Le BCP utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels lesquels font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Cette section met en lumière les points significatifs qui ont contribué à l'augmentation ou à la diminution nette des autorisations disponibles pour l'année et des dépenses réelles pour le trimestre ayant pris fin le 31 décembre 2017.

Le BCP a dépensé environ 58 % de ses autorisations à la fin du troisième trimestre, comparativement à 55 % durant le même trimestre en 2016-2017 (voir graphique 1 ci-dessous).

Graphique 1 : Comparaison des autorisations budgétaires nettes et des dépenses cumulatives nettes au troisième trimestre des exercices 2017-2018 et 2016-2017



Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

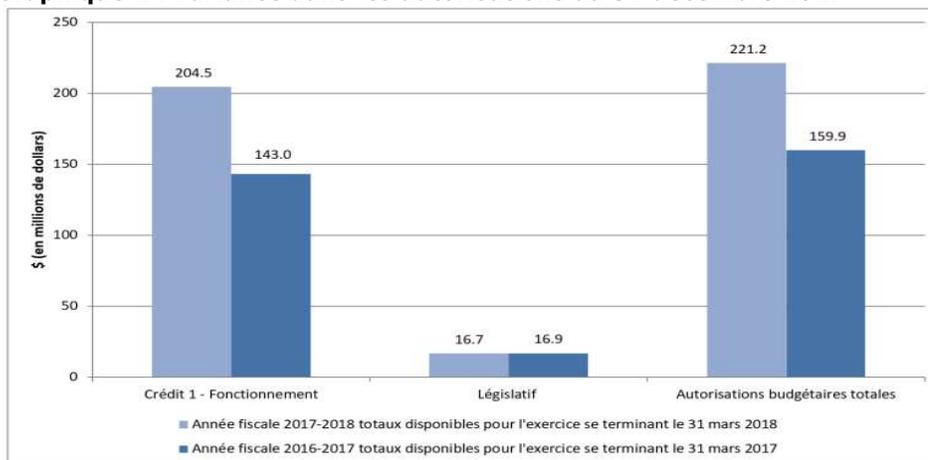
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2017

Changements importants quant aux autorisations

D'après le tableau 2, présenté à la fin de ce document, et le graphique 2, au 31 décembre 2017, les autorisations totales dont disposait le BCP s'élevaient à 221,2 millions \$ en 2017-2018, comparativement à 159,9 millions \$ au 31 décembre 2016, soit une augmentation nette de 61,3 millions \$ ou 38 %.

Graphique 2 : Variance dans les autorisations au 31 décembre 2017



L'augmentation des autorisations de 61,3 millions \$ est principalement expliquée par:

Augmentation en autorisations

- 33,1 millions \$ pour l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;
- 14,6 millions \$ pour des initiatives du Budget 2016 qui visent à accroître les capacités du BCP et à renforcer la sécurité;
- 11,2 millions \$ pour le projet de modernisation de la GI/TI;
- 2,3 millions \$ destinés aux négociations collectives; et
- 2,2 millions \$ pour l'établissement d'un Secrétariat pour le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (CPSNR).

Baisse en autorisations

- 0,8 million \$ pour le plan d'action Par-delà la frontière et le Bureau du conseiller spécial sur la traite de personne;
- 0,6 million \$ pour la mise en œuvre de l'initiative pangouvernementale de réduction des coûts en matière de services professionnels, de déplacements et de publicités gouvernementales;

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2017

- 0,4 million \$ transféré au ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement pour appuyer l'examen de l'innovation dans le secteur public mené par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); et
- 0,3 million \$ pour un nouveau processus de nomination des sénateurs non partisan et fondé sur le mérite.

Changements importants dans les dépenses du trimestre

Les dépenses du troisième trimestre comptabilisées à la fin du troisième trimestre ont augmenté de 15,4 millions \$, ou 51 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent (de 30,2 millions \$ en 2016-2017 à 45,5 millions \$ en 2017-2018.) Le tableau 1 présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 1

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2017-2018 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017	Exercice 2016-2017 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Variation en \$	Variation en %
Personnel	30 530	24 772	5 758	23 %
Transports et communications	1 782	1 037	745	72 %
Information	631	538	93	17 %
Services professionnels et spéciaux	9 587	1 581	8 006	506 %
Location	293	166	127	77 %
Services de réparation et d'entretien	784	1 011	(227)	(22 %)
Services publics, fournitures et approvisionnements	122	157	(35)	(22 %)
Acquisition de machines et de matériel	1 586	735	851	116 %
Paiement de transfert	0	0	0	-
Autres subventions et paiements	206	154	52	34 %
Dépenses budgétaires brutes totales	45 521	30 152	15 370	51 %

* Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués

Personnel

L'augmentation globale de 5,8 millions \$ des dépenses en personnel est liée: aux initiatives du Budget 2016 visant à accroître les capacités du BCP et à renforcer la sécurité; aux dépenses pour l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées; et à une augmentation des contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

L'augmentation de 0,7 million \$ est principalement attribuable aux dépenses de voyage liées à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Services professionnels et spéciaux

L'augmentation de 8,0 millions \$ est principalement attribuable à des dépenses pour la modernisation de l'infrastructure de la technologie de l'information du BCP approuvée dans le Budget 2016.

Acquisition de matériel et d'outillage

L'augmentation de 0,9 million \$ est attribuable aux dépenses pour de l'équipement de télécommunications et de sécurité.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2017

Changements importants relatifs aux dépenses cumulatives à ce jour

Les dépenses cumulatives à ce jour comptabilisées à la fin du troisième trimestre ont augmenté de 39,1 millions \$, ou 44 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent (de 88,2 millions \$ en 2016-2017 à 127,4 millions \$ en 2017-2018). Le tableau 2 présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 2

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2017-2018 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 31 décembre 2017	Exercice 2016-2017 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 31 décembre 2016	Variation en \$	Variation en %
Personnel	89 964	70 733	19 231	27 %
Transports et communications	4 041	2 729	1 312	48 %
Information	1 641	1 274	367	29 %
Services professionnels et spéciaux	24 326	7 542	16 784	223 %
Location	1 143	1 030	113	11 %
Services de réparation et d'entretien	1 818	1 967	(149)	(8 %)
Services publics, fournitures et approvisionnements	446	331	115	35 %
Acquisition de machines et de matériel	2 746	1 782	964	54 %
Paiement de transfert	23	0	23	-
Autres subventions et paiements	1 232	861	371	43 %
Dépenses budgétaires brutes totales	127 380	88 249	39 131	44 %

* Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués

Personnel

L'augmentation globale de 19,2 millions \$ des dépenses en personnel est liée aux initiatives du Budget 2016 visant à accroître les capacités du BCP et à renforcer la sécurité, et aux dépenses pour l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Transports et communications

L'augmentation de 1,3 million \$ est principalement attribuable aux dépenses de voyage liées à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Services professionnels et spéciaux

L'augmentation de 16,8 millions \$ est principalement attribuable à des dépenses liées à la modernisation de l'infrastructure de la technologie de l'information liée aux initiatives du Budget 2016.

Acquisition de matériel et d'outillage

L'augmentation de 1,0 million \$ est attribuable aux dépenses pour de l'équipement de télécommunications et de sécurité.

Risques et incertitudes

Les principaux risques financiers reposent sur le financement d'initiatives visant à traiter des enjeux pouvant se présenter de façon inattendue. Étant donné son rôle de coordination, il est attendu du BCP qu'il lance ces initiatives à court préavis, et qu'il gère soit les dépenses nécessaires au moyen de ses propres autorités de dépenser, soit la trésorerie en attendant l'approbation de l'augmentation du pouvoir de dépenser.

Le BCP fournit un soutien administratif et financier à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il existe des limites à la surveillance financière en raison de la relation sans lien de dépendance qui existe entre le BCP et l'Enquête nationale.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2017

Le présent rapport financier trimestriel illustre les résultats de l'exercice en cours relativement au *budget principal des dépenses de 2017-2018, au budget supplémentaire des dépenses (A), au budget supplémentaire des dépenses (B) ainsi qu'aux crédits centraux du CT* pour cet même exercice.

Le BCP surveille de près les opérations de paye pour cerner et régler rapidement les paiements insuffisants et en trop et continue d'appliquer les mesures d'atténuations mises en place en 2016.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Fonctionnement

Le contexte opérationnel actuel du BCP continue de changer à mesure qu'il poursuit les priorités du mandat du gouvernement actuel. Dans le budget de 2017, le gouvernement a annoncé la création de deux nouveaux secrétariats au sein du BCP pour soutenir le travail du conseiller spécial sur les enjeux liés aux LGBTQ2 (lesbiennes, gais, bisexuels, transgenres, queer, bispirituel) et le Groupe de travail chargé d'examiner les lois et les politiques liées aux Autochtones. Le budget de 2017 a annoncé également la création d'un centre d'expertise au sein du BCP dans le cadre de l'Initiative Impact Canada, qui vise à tester et à encourager des projets et des partenariats non traditionnels afin de favoriser l'innovation.

Personnel

En décembre 2017, Matthew Shea a été nommé le nouveau Dirigeant principal des finances du BCP.

Approbation des cadres supérieurs:

Michael Wernick
Greffier du Conseil privé et
Secrétaire du Cabinet

Matthew Shea
Sous-ministre adjoint,
Direction des services ministériels
et Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
28 février 2018

ÉTAT DES AUTORISATIONS *(non vérifié) (note 2)**(en milliers de dollars)*

	Exercice 2017-2018			Exercice 2016-2017		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	204 482	41 803	116 223	143 024	27 633	78 290
Autorisations législatives budgétaires						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 381	3 654	10 962	16 545	2 433	9 732
Premier ministre - Traitement et allocation pour automobile	174	44	131	172	43	115
Ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec - Traitement et allocation pour automobile	-	-	-	-	-	-
Leader du gouvernement à la Chambre des communes - Traitement et allocation pour automobile	84	-	-	84	21	56
Ministre des Institutions démocratiques - Traitement et allocation pour automobile	84	21	63	84	21	56
Ministre d'État (Réforme démocratique) - Allocation pour automobile	-	-	-	-	-	-
Ministre d'État et whip en chef du gouvernement - Allocation pour automobile	-	-	-	-	-	-
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	34	-	-	41	-	-
Autorisations budgétaires totales	221 240	45 521	127 380	159 950	30 152	88 249
Autorisations totales	221 240	45 521	127 380	159 950	30 152	88 249

Note 1: Inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (*non vérifié*) (*note 2*)

(en milliers de dollars)

	Exercice 2017-2018			Exercice 2016-2017		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2016	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	125 367	30 530	89 964	110 990	24 772	70 733
Transports et communications	11 941	1 782	4 041	4 721	1 037	2 729
Information	7 148	631	1 641	4 345	538	1 274
Services professionnels et spéciaux	54 882	9 587	24 326	30 340	1 581	7 542
Location	3 215	293	1 143	1 375	166	1 030
Services de réparation et d'entretien	5 257	784	1 818	2 400	1 011	1 967
Services publics, fournitures et approvisionnements	591	122	446	700	157	331
Acquisition de machines et de matériel	8 370	1 586	2 746	5 231	735	1 782
Paiements de transfert	4 500	-	23	-	-	-
Charges de la dette publique	-	-	-	-	-	-
Autres subventions et paiements	44	206	1 232	(79)	154	861
Dépenses budgétaires brutes totales	221 315	45 521	127 380	160 025	30 152	88 249
Moins les revenus affectés aux dépenses :						
Revenus	(75)	-	-	(75)	-	-
Total des revenus affectés aux dépenses	(75)	-	-	(75)	-	-
Dépenses budgétaires nettes totales	221 240	45 521	127 380	159 950	30 152	88 249

Note 1: Inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.